

FINANCEMENT ACCÉLÉRÉ DU CANADA : MISE À JOUR

FAITS SAILLANTS DU FINANCEMENT ACCÉLÉRÉ DU CANADA EN 2011-2012

Depuis notre dernier rapport, un certain nombre d'initiatives clés ont été identifiées :

- 250 millions de dollars pour encourager les investissements du secteur privé pour la lutte aux changements climatiques en Amérique latine et dans les Caraïbes, par l'établissement du Fonds climatique canadien pour le secteur privé dans les Amériques à la Banque interaméricaine de développement;
- 200 millions de dollars pour appuyer la mise en œuvre de technologies propres dans les pays en développement par l'entremise du Fonds pour les technologies propres, un élément du Fonds d'investissement pour le climat;
- 27,5 millions de dollars pour appuyer la recherche sur l'adaptation à l'intention des décideurs en Afrique, en Amérique et en Asie, par l'intermédiaire du Centre de recherches pour le développement international (CRDI);
- 27 millions de dollars pour appuyer la gestion durable des forêts, notamment par l'entremise d'une importante contribution pour limiter la déforestation dans le bassin du Congo, et d'un soutien supplémentaire au Fonds de partenariat pour le carbone forestier;
- près de 20 millions de dollars pour aider les petits exploitants agricoles à s'adapter aux changements climatiques, par l'entremise du Fonds international pour le développement agricole (IFAD); et
- 10 millions de dollars afin de soutenir l'atténuation des incidences des polluants de courte durée de vie, ce qui comprend un engagement de 3 millions de dollars pour soutenir la nouvelle Coalition pour le climat et l'air pur visant à réduire les polluants de courte durée de vie ayant un effet sur le climat, et de 1,8 million de dollars pour appuyer la Global Alliance for Clean Cookstoves (alliance globale pour les réchauds écologiques).

Soutenir l'action mondiale sur les changements climatiques

En tant que partie active et constructive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), et dans le but d'accélérer les progrès à l'échelle mondiale et d'appuyer les mesures efficaces prises par tous les pays, le Canada a accru de façon importante son soutien à la lutte aux changements climatiques en s'engageant à verser une somme globale de 1,2 milliard de dollars en financement accéléré pour soutenir les pays en voie de développement. Le Canada continue d'honorer son engagement en vertu de l'Accord de Copenhague en fournissant sa juste part de financement nouveau et supplémentaire pour la lutte contre les changements climatiques dans les pays en voie de développement. Le présent rapport fournit des précisions sur les programmes de financement annoncés et les fonds fournis par le Canada au cours de l'exercice financier de 2011-2012, la deuxième année de mise en œuvre du financement accéléré, ainsi qu'une mise à jour sur la progression d'initiatives clés qui ont été entreprises la première année du financement accéléré fourni par le Canada, soit l'exercice 2010-2011.

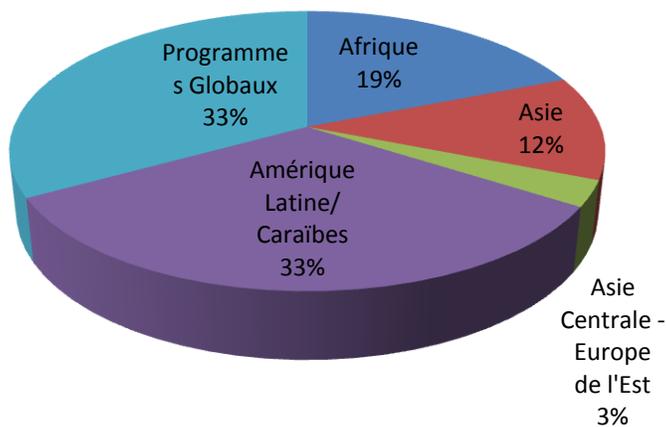
Respecter notre engagement

Le Canada fournira sa juste part de financement accéléré, à savoir 1,2 milliard de dollars en financement nouveau et supplémentaire pour les changements climatiques au cours de la période de financement accéléré. De ce montant, plus de 1 milliard de dollars ont déjà été

attribués aux programmes qui serviront à soutenir les efforts des pays en voie de développement pour lutter contre les changements climatiques et s’y adapter. À ce jour, 400 millions de dollars ont été versés au cours de la première année de la période de financement accéléré et, 394 millions de dollars au cours de la deuxième année. Le Canada continuera à collaborer avec ses partenaires étrangers afin de verser les fonds restants au cours de la dernière année du financement accéléré.

Par rapport aux autres engagements financiers pour lutter contre les changements climatiques qui ont été pris avant l’association du Canada à l’Accord de Copenhague, le financement accéléré du Canada constitue des fonds nouveaux et supplémentaires.

Figure 1 : Répartition géographique approximative du financement accéléré pour 2010-2011 et 2011-2012



Une évaluation a été effectuée concernant la répartition géographique du financement accéléré que le Canada a réalisé à ce jour (voir la figure 1). On estime que 19 % sera versé à l’Afrique, 33 % à l’Amérique latine et aux Caraïbes, 12 % à l’Asie et 3 % aux pays en voie de développement d’Asie centrale et d’Europe de l’Est. D’autres programmes mondiaux ont reçu 33 % des fonds, pour lesquels il n’est pas possible de déterminer la répartition géographique à l’heure actuelle.

Le soutien du Canada se concentre principalement dans trois grands domaines : l’adaptation des pays les plus pauvres et les plus vulnérables, l’énergie propre, et les forêts et l’agriculture. Le Canada soutient également des activités permettant d’aider les pays en voie de développement à renforcer leur capacité à mettre en œuvre leurs obligations en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et travaille avec les pays partenaires pour élaborer et mettre en œuvre des mesures d’atténuation appropriées au niveau national (NAMA).

Une portion du financement accéléré versé par le Canada au cours de la première et de la deuxième année a fourni du financement concessionnel à certaines institutions multipartites qui ont la portée et la capacité d’atteindre les objectifs canadiens, notamment en veillant aux résultats et à la durabilité des projets par la mobilisation d’investissements du secteur privé et par l’innovation.

Principales nouvelles initiatives

Un certain nombre d’initiatives et de programmes ont été mis au point et financés depuis le rapport de mai 2011; quelques-uns sont présentés ci-dessous. Le tableau 1 figurant à la fin du présent rapport présente un sommaire de l’ensemble du financement accéléré à ce jour.

Recherche sur l'adaptation aux changements climatiques

Le Canada reconnaît l'importance d'aider à renforcer les capacités des pays les plus pauvres et les plus vulnérables à s'adapter aux effets défavorables des changements climatiques. À cet égard, le renforcement des connaissances locales et des capacités de recherche est un bon moyen de contribuer à l'élaboration de solutions adaptées aux préoccupations locales, régionales ou nationales. À cette fin, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada a utilisé le financement accéléré du Canada pour intensifier la recherche sur les répercussions des changements climatiques par le soutien financier et technique direct des établissements de recherche dans les pays en voie de développement. Dans le cadre de ce programme, le CRDI s'associe avec plus de 20 établissements de recherche à l'échelle mondiale.

Au cours de la première année, le Canada a versé 10 millions de dollars au CRDI, destinés à l'initiative des Centres africains de recherche sur l'adaptation, afin d'appuyer sept centres d'excellence en Afrique en vue de mener des études et de renforcer la capacité organisationnelle relative à l'adaptation aux changements climatiques. Par la suite, au cours de la deuxième année, le Canada a fourni au CRDI un montant supplémentaire de 20 millions de dollars pour l'Initiative de recherche sur l'adaptation aux changements climatiques, ce qui permettra de renforcer les capacités nationales à obtenir des avis scientifiques et des évaluations d'experts afin d'orienter les investissements à des fins d'adaptation et les décisions stratégiques en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Asie. Ce financement sera versé aux institutions de ces régions sur la base d'un appel de propositions.

ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES EN HAÏTI

Au cours de l'exercice 2010-2011, le Canada a fourni 4,5 millions de dollars en financement accéléré à Haïti pour accroître la réponse du pays aux effets négatifs des changements climatiques et réduire sa vulnérabilité aux catastrophes naturelles par la réhabilitation et la protection des bassins hydrographiques, la promotion de la gestion durable des ressources agricoles et forestières et la promotion de la conservation des eaux. Les trois projets dans lesquels les fonds ont été investis ont obtenu un grand succès et ont contribué à obtenir les résultats suivants :

- la mise en œuvre de plans de gestion environnementale, notamment la plantation de 500 000 arbres, l'installation de 2 912 mètres cubes de gabions, la restauration du littoral sur une distance de 253 km, ainsi que la plantation de boutures d'herbes sauvages le long de 1 237 km de rivière afin de permettre aux pentes de mieux résister aux eaux de crue et de prévenir les inondations;
- l'augmentation de la productivité et de la conservation du sol, la protection du sol contre l'érosion, la réduction des risques liés aux catastrophes naturelles, tels que les inondations et les glissements de terrain; les activités de plantation ont contribué à augmenter le revenu de producteurs locaux et à diminuer l'insécurité alimentaire;
- la construction de 14 650 mètres de couloirs d'irrigation pour augmenter la quantité de périmètres irrigués et la production agricole; et
- l'accroissement de la sensibilisation dans les collectivités sur les répercussions potentielles des changements climatiques et les bienfaits des activités de reboisement entreprises dans leur région.



Fonds climatique canadien pour le secteur privé dans les Amériques

La collaboration avec nos partenaires des Amériques permettra au Canada d'appuyer des mesures efficaces de lutte contre les changements climatiques visant à réduire de façon importante les émissions de gaz à effet de serre et à renforcer la résilience aux répercussions des changements climatiques.

Le Canada a récemment annoncé une contribution de 250 millions de dollars pour l'établissement du Fonds climatique canadien pour le secteur privé dans les Amériques à la Banque interaméricaine de développement, dont 200 millions de dollars seront versés la deuxième année de la période de financement accéléré, et 50 millions de dollars, la troisième année. Le soutien du Canada devrait donner lieu à des investissements plus importants de la part du secteur privé pour des projets de lutte contre les changements climatiques en Amérique latine et dans les Caraïbes qui exigent des prêts assortis de conditions favorables pour être viables.

L'un des aspects novateurs du Fonds est qu'il offrira jusqu'à 125 millions de dollars américains en financement concessionnel dans la devise du pays. Cette pratique favorisera les investissements d'entreprises locales en les protégeant des coûts d'emprunt inattendus qui pourraient découler des fluctuations de la valeur du dollar américain par rapport à la devise locale.

Bien qu'ils soient principalement consacrés à l'énergie propre et renouvelable, les investissements du Canada créeront également des occasions d'appuyer des projets du secteur privé en

LE FONDS CANADIEN POUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES À LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

Dans le cadre de l'engagement du Canada à appuyer les mesures d'atténuation, le Canada a versé 292 millions de dollars à la Société financière internationale afin d'appuyer un vaste portefeuille de projets en énergie propre dans les pays en voie de développement. La Société financière internationale utilise ce Fonds à des fins d'investissements et de services consultatifs dans le but de surmonter les obstacles à l'investissement privé dans l'énergie propre, et joue un rôle de catalyseur pour permettre à des initiatives relatives à l'énergie propre d'aller de l'avant.

En date du 31 mars 2012, 62 projets ont été examinés par la Société financière internationale, dont huit ont été approuvés, ce qui représente un total de 36 millions de dollars américains en financement direct de projets provenant du fonds canadien, et ont généré des investissements de plus de 435 millions de dollars américains fournis par les activités de financement de base de la Société financière internationale et par d'autres banques multilatérales de développement, et des investissements de plus de 82 millions de dollars américains de la part du secteur privé dans les pays en voie de développement. On s'attend à ce que ces projets entraînent des réductions ou des évitements d'émissions de l'ordre de 689 000 tonnes d'équivalent de CO₂ par année. Une trentaine d'autres projets sont en cours d'élaboration et devraient être évalués plus tard par le Fonds.

Par exemple, l'une des initiatives dirigées par le Fonds est un projet visant à soutenir le gouvernement du Lesotho à mener une étude de faisabilité sur 18 mois en vue de l'élaboration de deux projets d'énergie éolienne éventuels par l'intermédiaire de partenariats publics-privés. On s'attend à ce que le projet entraîne les résultats suivants :

- fournir une aide technique pour évaluer la topographie, le transport, la logistique et l'accès de deux sites répertoriés;
- présenter les résultats au gouvernement, ainsi que des recommandations pour la mise en œuvre du projet;
- installer l'équipement anémométrique aux deux sites afin d'évaluer leur potentiel de production et leur capacité à stimuler un investissement de la part du secteur privé;
- éviter 29 153 tonnes d'émissions de gaz à effet de serre par année.



matière de gestion durable des forêts, d'agriculture et d'adaptation. On prévoit que la contribution du Canada au Fonds permettra de mobiliser jusqu'à 5 milliards de dollars américains en investissements du secteur privé, fournissant ainsi une meilleure sécurité énergétique tout en menant à une réduction des émissions de gaz à effet de serre pouvant aller jusqu'à 50 millions de tonnes pendant la période de 25 ans que durera le Fonds. La Banque interaméricaine de développement, la Société interaméricaine d'investissement et/ou le Fonds multilatéral d'investissement financeront conjointement les projets du Fonds.

Gestion durable des forêts dans le bassin du Congo

Le bassin du Congo en Afrique centrale abrite le quart de la population mondiale des forêts tropicales. Cette vaste région est essentielle sur le plan des services écologiques rendus à l'échelle régionale et mondiale, car elle agit comme puits de carbone et bassin versant. Les pays du bassin du Congo comptent près de 100 millions d'habitants, qui incluent certaines des populations les plus pauvres du monde, et dont une bonne partie dépend de la forêt pour survivre. À ce titre, la gestion durable du bassin du Congo est essentielle pour améliorer les conditions de vie tout en réduisant l'incidence sur l'environnement régional et mondial.

Le Canada s'est engagé à verser 20 millions de dollars à la Banque africaine de développement à titre d'administratrice du Fonds forestier du bassin du Congo pour aider les collectivités locales des zones forestières à s'assurer d'avoir des moyens de subsistance durables et à réduire les émissions de gaz à effet de serre et, par conséquent, à atténuer la pauvreté tout en maximisant le stockage du carbone. En tant que facilitateur actuel du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC) (2010-2012), le Canada fournira également 2 millions de dollars au PFBC au cours de la deuxième et de la troisième années de la période de versement rapide en vue de fournir une aide technique aux groupes de travail sur les changements climatiques, la gouvernance de la foresterie, la biodiversité et la désertification dans la région du bassin du Congo.

FONDS DE PARTENARIAT POUR LE CARBONE FORESTIER : FONDS DE PRÉPARATION

Le Fonds de partenariat pour le carbone forestier, géré par la Banque mondiale, a été créé en 2008 pour aider les pays en développement à réduire les émissions de gaz à effet de serre attribuables à la déforestation et à la dégradation des forêts, et pour améliorer la conservation, la gestion durable des forêts et l'amélioration du stockage du carbone dans les forêts (REDD+).

Avec un engagement totalisant 40 millions de dollars en termes de financement accéléré, le Canada est actuellement le plus grand donateur au Fonds de préparation du Fonds de partenariat pour le carbone forestier. La contribution du Canada au Fonds de préparation permet d'appuyer les pays participants au programme REDD+ en vue de renforcer leur capacité à résoudre les problèmes de déforestation et de dégradation des forêts en leur fournissant une aide technique et financière pour l'élaboration de leur compte-rendu d'idées concernant le plan de préparation et, par la suite, de leurs planifications d'urgence.

La contribution du Canada au Fonds de préparation du Fonds de partenariat pour le carbone forestier est en bonne voie de réalisation, car le Fonds a déjà permis de fournir de l'aide technique et financière à 35 des 37 pays participant au programme REDD+. Depuis 2008, 35 pays participant au REDD+ ont signé des ententes de participation avec le Fonds de partenariat pour le carbone forestier et ont élaboré leur compte-rendu d'idées concernant le plan de préparation. Le comité des participants au Fonds de partenariat pour le carbone forestier, auquel participe le Canada, a examiné et approuvé un total de 23 plans d'intervention, dont cinq sont au stade de l'entente de subvention, d'une valeur se situant entre 3,4 et 3,6 millions de dollars.

Mesures d'atténuation visant à réduire les polluants de courte durée de vie

La réduction des émissions de polluants de courte durée de vie fait partie de la stratégie internationale du Canada sur les changements climatiques et offre une occasion de réaliser des progrès à court terme sur les changements climatiques tout en apportant des bienfaits sur le plan de la qualité de l'air et de la santé. En tant que membre fondateur de la Coalition pour le climat et l'air pur visant à réduire les polluants de courte durée de vie ayant un effet sur le climat, le Canada s'est engagé à offrir du soutien pour veiller à ce que ses mesures puissent mener à des résultats concrets pour l'environnement dans les pays en voie de développement et à l'échelle mondiale.

En vertu de son financement accéléré, le Canada s'est récemment engagé à verser 3 millions de dollars pour soutenir la nouvelle Coalition pour le climat et l'air pur visant à réduire les polluants de courte durée de vie ayant un effet sur le climat pour la mise en œuvre de solutions globales visant à réduire les polluants de courte durée de vie ayant un effet sur le climat, et 7 millions de dollars pour des projets bilatéraux qui soutiennent cet objectif. Ce financement sera versé cette année et l'année prochaine et appuiera des projets destinés à lutter contre les émissions des polluants de courte durée de vie ayant un effet sur le climat par l'entremise des mesures suivantes :

- l'élaboration et la mise en œuvre de mesures d'atténuation appropriées à l'échelle nationale (NAMA) au Mexique, au Chili, en Colombie, dans les domaines clés tels que la gestion des déchets et la production de pétrole et de gaz, en vue d'aborder, entre autres, les problèmes d'émissions de méthane, l'un des principaux polluants de courte durée de vie;
- l'appui du déploiement de cuisinières plus propres en Colombie, au Mexique, au Pérou et au Ghana, par l'entremise de la Global Alliance for Clean Cookstoves (GACC).

Tableau Récapitulatif

TABLEAU 1 : FINANCEMENT ACCÉLÉRÉ DU CANADA À CE JOUR¹

	Description du projet	Partenaire	2010/11	2011/12	2012/13	Remarques
			Millions de dollars canadiens			
Financement concessionnel						
Énergies propres	Financement à l'échelle mondiale : Financement concessionnel pour appuyer des initiatives du secteur privé en matière d'énergie propre	<i>Société financière internationale : Fonds canadien pour les changements climatiques</i>	285,72			
Multi-secteurs	Amérique latine et Caraïbes : Appui à des projets de lutte contre les changements climatiques du secteur privé	<i>Banque interaméricaine de développement : Fonds climatique canadien pour le secteur privé dans les Amériques</i>		200,00	50,00	
	Financement à l'échelle mondiale : Appui à la démonstration et à la mise en œuvre de technologies propres et au transfert de telles technologies	<i>Fonds d'investissement pour le climat : Fonds pour les technologies propres</i>		100,00	100,00	
Financement par subvention						
Énergies propres	Financement à l'échelle mondiale : Soutien des services consultatifs pour surmonter les obstacles à l'investissement privé dans l'énergie propre	<i>Société financière internationale : Fonds canadien pour les changements climatiques</i>	5,83			

¹ Données fondées sur les engagements financiers pris envers les partenaires pour chaque exercice. Pour certaines initiatives, les montants peuvent différer de ceux annoncés dans le *Rapport statistique sur l'aide internationale du Canada*.

	Brésil, Chili, Colombie, Mexique et Pérou : Appui de l'élaboration et de la mise en œuvre de mesures d'atténuation appropriées à l'échelle nationale (NAMA)	<i>Logement : Energy Efficiency Exporters Alliance</i> <i>Pétrole et gaz : Petroleum Technology Alliance Canada</i> <i>Gaz d'enfouissement : Centre for Clean Air Policy</i>		2,05	7,40	
	Colombie, Ghana, Mexique et Pérou : Soutien au déploiement de cuisinières plus propres	<i>Global Alliance for Clean Cookstoves</i>		0,60	1,20	Financement faisant partie d'une contribution de 1,9 million de dollars, qui comprend une contribution de 1,8 million de dollars de financement accéléré qui doit être fournie au cours de la deuxième et de la troisième années, et un montant de 100 000 \$ provenant d'autres ressources de subvention fourni au cours de la deuxième année.
Adaptation	Pays les moins avancés : Soutien de projets visant à répondre aux besoins d'adaptation urgents	<i>Fonds pour les pays les moins avancés</i>		20,00		
	Éthiopie : Amélioration de la sécurité alimentaire et de la résilience aux changements climatiques dans les collectivités locales	<i>Programme alimentaire mondial : Gestion des ressources de l'environnement pour permettre le passage à des moyens de subsistance plus durables</i>		7,00		Financement combiné à une contribution de 8 millions de dollars provenant d'autres ressources d'aide internationales, totalisant une contribution de 15 millions de dollars pour le Programme alimentaire mondial.
	Haïti : Amélioration de la réponse locale aux répercussions des changements climatiques et réduction de la vulnérabilité aux catastrophes naturelles	<i>Oxfam-Québec, Programme des Nations Unies pour le développement, Centre d'étude et de coopération internationale</i>		4,50		
	Afrique, Amérique latine et Caraïbes, et Asie : Soutien de centres de recherche sur l'adaptation aux changements climatiques	<i>Centre de recherches pour le développement international</i>		10,00	20,00	
	Financement à l'échelle mondiale : Accroissement de la résilience aux changements climatiques chez les petits producteurs agricoles	<i>Fonds international de développement agricole (FIDA) : Programme d'adaptation pour les petits exploitants agricoles</i>			19,85	

	Afrique : Réduction de la vulnérabilité de la santé et augmentation de la résilience de la population	<i>Centre de recherches pour le développement international et Organisation mondiale de la santé</i>		7,50		
	Honduras : Renforcement des capacités d'évaluation de la vulnérabilité des infrastructures	<i>Ingénieurs Canada</i>		0,15	0,60	
Forêts et agriculture	Financement à l'échelle mondiale : Renforcement de la capacité et démonstration de projets visant à capter ou à conserver le carbone dans les forêts et les agroécosystèmes	<i>Fonds pour le biocarbone plus de la Banque mondiale</i>	4,50			
	Financement à l'échelle mondiale : Limitation de la déforestation et de la dégradation des forêts dans les pays en développement	<i>Fonds de partenariat pour le carbone forestier : Fonds de préparation</i>	40,00			
		<i>Fonds de partenariat pour le carbone forestier : Fonds pour le carbone</i>		5,00		
	Bassin du Congo : Mise en œuvre de projets de gestion forestière durable et promotion de la conservation et de la gestion durable	<i>Fonds forestier du bassin du Congo</i>		20,00		
		<i>Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC)</i>		0,14	1,86	Le Canada s'est engagé à verser 2 millions de dollars sur deux ans au PFBC.
Multi-secteurs	Vietnam : Soutien de la mise en œuvre du Programme cible national sur les changements climatiques	<i>Gouvernement du Vietnam</i>	3,00			Financement combiné à une contribution de 1,45 million de dollars provenant d'autres ressources d'aide internationale, totalisant une contribution de 4,45 millions de dollars au gouvernement du Vietnam.
	Financement à l'échelle mondiale : Soutien aux activités de la CCNUCC	<i>Fonds de participation à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques</i>	1,00			
		<i>Fonds supplémentaire de la CCNUCC</i>		0,65	1,00	

	Financement à l'échelle mondiale : Portion supplémentaire de la contribution annuelle du Canada au Fonds pour l'environnement mondial	<i>Fonds pour l'environnement mondial</i>	18,45	18,45	18,45	18,5 millions de dollars à chacune des trois années de la période du financement accéléré. Ces fonds seront utilisés à titre de portion supplémentaire de la contribution annuelle du Canada pour la cinquième replanification des ressources du Fonds pour l'environnement mondial (de 2010 à 2014), dont le montant total, soit 238 millions de dollars, représente une augmentation de plus de 50 % par rapport à la contribution à la quatrième replanification.
TOTAL			400,00	394,39	180,25	Les sommes totales présentées pour l'exercice 2012-2013 ne représentent pas le montant total qui sera fourni à titre de financement accéléré. Elles ne reflètent que les engagements financiers pris pour les projets prévus en date de mai 2012.

Pour plus d'information sur le financement accéléré du Canada et sur les projets mentionnés dans le tableau ci-haut, visitez le www.changementsclimatiques.gc.ca